

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### LOCAM

SAS au capital de 11 520 000 euros  
Siège social : 29, rue Léon-Blum, 42000 Saint-Etienne  
310 880 315 R.C.S Saint-Etienne.

Date d'arrêté comptable : décembre 2016

#### A — Comptes annuels.

##### I. – Bilan publiable.

(En millier d'Euros.)

Actif	Note	2016	2015
Caisse, banque centrales	10	2	2
Effet public et valeur assimilées	20		
Créances sur les établissements de crédit	30	20 725	6 575
Opérations avec la clientèle	48		
Obligations et autres titres à revenu fixe	60		
Actions et autres titres à revenu variable	70		
Participation et autres titres détenus à long terme	91		
Parts dans les entreprises liées	100		
Crédit-bail et location avec option d'achat (1)	110	111 985	107 198
Location simple (2)	120	623 939	617 036
Immobilisations incorporelles	130		92
Immobilisations corporelles	140	550	917
Capital souscrit non versé	150		
Actions propres	160		
Comptes de négociation et de règlement (3)	165		
Autres actifs	170	5 813	5 308
Comptes de régularisation	180	5 454	5 162
Total de l'actif	L98	768 468	742 290

(1) A servir uniquement par les établissements exerçant une activité de crédit-bail à titre principal ou de façon significative.

(2) A servir uniquement par les établissements exerçant une activité de location simple à titre principal ou de façon significative.

(3) A servir uniquement par les entreprises d'investissement et les personnes morales membres des marchés réglementés ou effectuant une activité de compensation d'instruments financiers.

Passif	Note	2016	2015
Banques centrales	300		
Dettes envers les établissements de crédit	310	547 976	539 546
Opérations avec la clientèle	348	14 377	14 797
Dettes représentées par un titre	350		
Autres passif	360	35 912	34 073
Comptes de régularisation	370	68 342	65 721
Comptes de négociation et de règlement (1)	375		
Provisions pour risque et charges	380	15 102	12 411
Dettes subordonnées	430		
Fonds pour risques bancaire généraux (FRGB)	420		

Capitaux propres (hors FRBG)	435	86 759	75 742
Capital souscrit	440	11 520	11 520
Primes d'émissions	450	1	1
Réserves	460	3 836	3 836
Ecart de réévaluation	470		
Provisions réglementées et subventions d'investissement	475		
Report à nouveau	480	41 125	36 308
Résultat de l'exercice	490	30 277	24 077
Total du passif		768 468	742 290

(1) A servir uniquement par les entreprises d'investissement et les personnes morales membres des marchés réglementés ou effectuant une activité de compensation d'instruments financiers

Hors-bilan	Note	2016	2015
Engagements donnés :			
Engagements de financement	615		
Engagements de garantie	635	240	
Engagements sur titre	655		
Engagements reçus :			
Engagements de financement	705	45 000	45 000
Engagements de garantie	715	6 259	7 697
Engagements sur titre	735		

## II. — Compte de résultat.

	Note	2016	2015
+ Intérêts et produits assimilés	500	2	1
- Intérêts et charges assimilées	505	9 016	10 842
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées (1)	510	73 298	73 920
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées (1)	515	63 709	61 601
+ Produits sur opérations de location simple (2)	520	418 576	403 498
- Charges sur opérations de location simple (2)	525	350 141	342 537
+ Revenus des titres à revenu variable	530		
+ Commissions (produits)	540		
- Commissions (charges)	545		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	555		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	7 769	7 660
- Autres charges d'exploitation bancaire	565	122	81
Produit net bancaire	600	76 657	70 018
- Charges générales d'exploitation	605	29 757	28 331
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles	610	591	802
Et corporelles			
Résultat brut d'exploitation	620	46 309	40 885
+/- Coût du risque	625		
Résultat d'exploitation	630	46 309	40 885
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640	10	279
Résultat courant avant impôt	650	46 319	41 164
+/- Résultat exceptionnel	655		
- Impôt sur les bénéfices	660	16 042	17 087
+/- Dotations/reprise de FRBG et provisions réglementées	665		
Résultat net	690	30 277	24 077

(1) A servir uniquement par les établissements exerçant une activité de crédit-bail à titre principal ou de façon significative

(2) A servir uniquement par les établissements exerçant une activité de location simple à titre principal ou de façon significative

### III. — Annexes

#### 1. — Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à signaler au cours de l'exercice.

#### 2. — Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de LOCAM, arrêtés le 31 décembre 2016, sont établis et présentés dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ;

— Continuité de l'exploitation ;

— La continuité de l'exploitation est assurée, compte tenu de l'appartenance au groupe Cofam dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire est l'actionnaire de référence ;

— Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

— Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Suite à l'application des normes IAS/IFRS, la société a mis en place :

— l'amortissement des coûts marginaux liés aux immobilisations locatives acquises ;

— le calcul de la provision retraite selon la méthode préconisée par ces normes ;

— la comptabilisation des loyers à terme échu et des loyers à terme à échoir.

Il est à noter que Locam confie la gestion de ses engagements en matière d'indemnités de fin de carrière à la société Prédica.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire.

2.1. Conversion des opérations libellées en devises. — La société n'est pas concernée par cette rubrique.

2.2. Caisse banque centrale. — Ce poste correspond aux disponibilités de caisse.

2.3. Créances sur les établissements de crédit. — Ce poste correspond aux disponibilités de trésorerie.

2.4. Opérations avec la clientèle. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Il est cependant à signaler que consécutivement aux recommandations de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, les soldes créditeurs sur les clients impayés sont reclassés au passif du bilan et non en déduction de la base des impayés.

Les dépréciations effectuées, après prise en compte de garanties spécifiques données par les prescripteurs, sont supérieures en terme de pourcentage moyen de couverture aux observations de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

De plus, à titre d'information, le montant des retenues de garantie susceptibles d'être affectées en diminution de créances clients s'élève à 12 655 K€.

Suite au règlement ANC 2014-07 du comité de la réglementation comptable concernant la publication de l'information financière relative au risque de crédit, les informations suivantes sont indiquées :

Les encours sont répartis :

— Encours sain : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées, est inférieur ou égal à trois ;

— Encours douteux : capital restant dû sur les dossiers dont le nombre d'échéances impayées, est supérieur à trois.

Les créances impayées et douteuses se répartissent :

— Créances impayées : créances dont le nombre d'échéances impayées est inférieur ou égal à trois ;

— Créances douteuses : créances dont le nombre d'échéances impayées est supérieur à trois

— Créances douteuses compromises : créances comprises dans la base précédente dont la première échéance impayée est supérieure à douze mois et créances impayées restantes sur des dossiers cédés ;

— Créances restructurées : créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales du contrat afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances ; Locam ne possède pas de créances restructurées.

Il est à noter que les échéances impayées autres que mensuelles se gèrent en nombre de mois.

Les méthodes de réduction des risques sont les suivantes :

— Le risque d'exposition à la défaillance des clients est diminué par la faible valeur moyenne des dossiers sur la production de 2016 ;

— Les montants de retenues de garantie ou de dépôts de garantie peuvent être affectés en diminution de créances clients ;

— Un contrat d'assurance couvrant le risque de défaillance des clients, elle-même consécutive à celle des partenaires, est signé avec une compagnie d'assurance ;

— Pour la couverture de risque de certains dossiers spécifiques, il est fait appel à des partenaires financiers externes ;

— Des engagements de reprises ont été signés avec certains partenaires ;

— Les dossiers financés des clients sont sélectionnés suite à une consultation de bases de données externes et une analyse interne ;

— Les partenaires sont sélectionnés selon une procédure d'agrément ;

— Des limites d'encours par partenaire et par clients sont définies.

Les méthodes de provisionnement sont les suivantes :

— Les dossiers sont provisionnés à partir de la première échéance impayée ;

— Pour les Administrations ou collectivités publiques, une provision est constituée à partir du 9<sup>ème</sup> mois d'impayés.

— La valeur nette comptable, des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux, est provisionnée pour ramener cette dernière à la valeur probable de réalisation.

2.5. Titres. — La société n'est pas concernée par cette rubrique.

2.6. Crédit bail, location avec options d'achat et location simple. — Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués :

— La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais accessoires ;  
— Les coûts marginaux liés aux immobilisations locatives sont amortis avec, pour unité d'œuvre, le poids respectif des produits financiers inclus dans chaque échéance en regard du total des produits financiers liés à chaque contrat concerné.

— Les amortissements pour dépréciation du matériel locatif sont calculés suivant le mode linéaire sur une durée de 4 ans :

— Locam met en œuvre les dispositions du règlement ANC 2014-07 relatif aux coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi d'un concours ;

L'approche retenue est la méthode alternative définie à l'article 2131-5 du texte précité avec une répartition sur la durée effective du contrat selon la technique du prorata lié au capital restant dû.

Une provision pour dépréciation des immobilisations corporelles, concernant les dossiers douteux, a été constituée pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

2.7. Immobilisations. — Le poste Immobilisations incorporelles correspond aux logiciels amortis suivant le mode linéaire sur 12 ou 36 mois.

Le poste Immobilisations corporelles intègre les règles suivantes :

— Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ;

— Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Catégories	Durée d'amortissement
Agencements divers	Linéaire 4, 5 et 10 ans
Matériel de transport	Linéaire 3 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire 3, 4, 5 ans et Dégressif 3 ans
Mobilier	Linéaire 4, 5 et 10 ans

2.8. Capitaux propres. — En application de l'article 34 de l'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution avait prononcé, en date du 8 septembre 2014, pour la société LOCAM :

— le retrait de l'agrément en qualité d'établissement de crédit spécialisé,

— l'agrément en qualité de société de financement.

Le capital, suite à une augmentation, avait été porté en 2007 à 11 520 000 euros (720 000 actions à 16 euros)

Aucune modification n'est intervenue depuis cette date.

2.9. Encours financiers. — Le montant de l'encours financier sain, extrait du système de gestion, s'élève à 840 286 K€.

Le montant de l'encours financier douteux, extrait du système de gestion, s'élève à 20 930 K€.

Il n'y a pas d'encours restructuré.

L'encours global se répartit entre sociétés et assimilés (82 %), professionnels (14 %), administrations publiques (3.5 %) et particuliers (0.5%).

L'encours sain se répartit entre sociétés et assimilés (82 %), professionnels (14 %), administrations publiques (3.5 %) et particuliers (0.5 %).

Les tombées de l'encours sain seront les suivantes :

— A moins de trois mois: 10 %

— De trois mois à moins d'un an: 26 %

— A un an et plus: 64 %

La valeur nette comptable des immobilisations louées à des contreparties classées en dossiers douteux s'élève à 15 859 K€.

La ventilation géographique des encours se situe à 99.70 % sur le territoire national et à 0.30 % en zone Europe.

Au 31 décembre 2016, l'écart brut entre le capital restant dû sur les dossiers sains et la valeur nette comptable des biens loués correspondant s'élève à 119 650 K€ soit, net de fiscalité, à 82 698 K€, montant retraité dans les comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Loire Haute-Loire.

L'accroissement net de fiscalité s'élève donc à 7 270 K€ sur l'exercice 2016.

Pour information, le montant des levées d'option pour les crédit-preneurs est intégré en totalité dans le capital restant dû. La valeur nette comptable des coûts marginaux est également intégrée à la valeur nette comptable du matériel locatif pour un montant de 4 894 K€.

2.10. Provisions. — Le montant des provisions au passif comprend :

— Les litiges prudhommaux ;

— Les litiges partenaires ;

— Le risque opérationnel ;

— Les risques clients ;

A compter de l'exercice 2014, et afin de couvrir au mieux les risques inhérents aux partenaires, une provision pour risques opérationnels avait été comptabilisée pour un montant de 2 670 K€.

Elle était basée sur une perspective de défaut à un an et sur les hypothèses suivantes :

— La probabilité de défaut par partenaire évaluée selon la cotation Ellispère ;  
 — L'exposition au moment du défaut soit l'encours sain diminué du CRD douteux et des garanties financières éventuelles ;  
 — Le taux de perte en cas de défaut est fonction d'éléments tels que l'évaluation du risque de défaillance du partenaire compte-tenu de son secteur d'activité, la capacité de report de parc et la sécurisation de l'encours.  
 Sur l'exercice 2016, les taux de provision ont été revus en fonction des niveaux de risque sectoriel (très faible, faible et fort). Le montant de la provision a été porté à 2 753 K€.

A compter de l'exercice 2015, et afin de couvrir les risques liés aux assignations à l'initiative des clients, une provision pour risque avait été comptabilisée pour un montant de 831 K€.

Sur l'exercice 2016, cette provision a été ramenée à 735 K€.

Au titre de l'exercice 2016, et afin de couvrir le risque client dû à la prononciation de la liquidation judiciaire, une provision d'un montant de 1 424 K€ a été constituée.

Au 31 décembre 2016, le fonds géré par Prédica couvrant en totalité la dette actuarielle liée, aucune provision pour risque n'a été dotée.

2.11. Informations complémentaires. — Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités en conformité avec le règlement ANC 2014-07.

Il n'y a pas d'engagements sur instruments financiers à la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions du I de l'article 39 décies du CGI et de l'article 39 decies A du CGI, Locam a bénéficié fiscalement d'une déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement. Cette déduction s'élève à 1 705 K€ au 31 décembre 2016.

Les informations concernant les règlements des factures fournisseurs et clients sont les suivantes :

Les factures fournisseurs sont réglées dans les délais conventionnels.

Les délais concernant les règlements des factures clients ne sont pas applicables, compte tenu de l'activité de la société, les règlements se faisant au fil des échéances.

2.12. Produit net bancaire. — Intérêts, produits et charges assimilées :

— Les charges et produits sur opérations bancaires correspondent à l'exercice.

— Charges et produits sur opérations de crédit bail et assimilés et de location simple :

Les charges et produits correspondent à l'exercice.

Suite à l'application des normes IAS/IFRS, la société a mis en place la comptabilisation des loyers à terme échu et des loyers à terme à échoir à compter de la production 2005.

— Autres charges et produits bancaires :

Ils correspondent aux autres charges et produits liés à l'activité de la société.

2.13. Charges générales d'exploitation. — Cette rubrique regroupe l'ensemble des autres frais généraux de la société.

Il est à noter que la société bénéficie d'un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi d'un montant de 355 K€. Ce dernier est utilisé pour couvrir les dépenses d'investissement nécessaires au fonctionnement de la société s'élevant à 135 K€ sur l'exercice et une partie des coûts de formation du personnel.

2.14. Impôt sur les bénéfices. — La société Locam a signé avec Crédit Agricole SA, dont le siège est situé 91-93 Boulevard Pasteur à Paris (75015), une convention d'intégration fiscale applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Au terme des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

### 3. – Note sur le bilan.

3.1. Opérations en devises. — Les comptes ne présentent pas d'opération en devises.

3.2. Caisse, banques centrales :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Disponibilité	2	2
Caisse, banques centrales (L010)	2	2

3.3. Créances sur les établissements de crédit :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Disponibilité	20 725	6 575
Créances / Ets crédit (I030)	20 725	6 575

3.4. Opérations avec la clientèle (3) :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Autres créances clients	3 595	4 160
Clients impayés	3 955	4 242
Clients litigieux bruts(1) (2)	49 387	47 306
Dépréciations/ litigieux	-41 772	-40 014
Opérations / clientèle (I048) (3)	15 165	15 694

1) Dont créances sur partenaire 11 939 K€

2) Dont douteux compromis 22 666 K€  
 3) Depuis l'exercice 2014, le montant des Opérations avec la clientèle est incorporé,  
 suite à une remarque de l'autorité prudentielle, en  
 Ligne 110: Crédit bail et location avec option d'achat: 2 028 K€  
 Ligne 120: Location simple: 13 137 K€

Dont non résidents :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Clients impayés	16	35
Clients litigieux bruts	200	328
Dépréciations/ litigieux	-185	-294
Opérations / clientèle (1048)	31	69

Variations des provisions	Provision 01/01/2016	Dotation 2016	Reprise 2016	Provision 31/12/2016
Dépréciations / litigieux (1) (2)	40 014	13 385	11 627	41 772
1) Dont provisions sur créances sur prescripteur 11 939 K€				
2) Dont douteux compromis 18 428 K€				

3.5. Participations et autres titres détenus à long terme :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Participation et autres titres détenus à long terme		
Participation sur Titres (L091)	0	0

3.6. Immobilisations locatives (L110, L120) :

Immobilisations locatives (En Milliers d'Euros)	Solde 01/01/2016	Acquisitions 2016	Cessions 2016	Solde 31/12/2016
Immobilisations locatives	1 528 793	418 737	355 254	1 592 276
Immobilisations locatives en cours	74	123	74	123
Amortissements	-807 014	-334 437	-282 758	-858 693
Provisions VNC	-13 313	-9 347	-9 713	-12 947
Immobilisations locatives	708 540	75 076	62 857	720 759

Dont répartition :

Immobilisations locatives (En Milliers d'Euros)	Immobilis. Brutes 31/ 12/2016	Amortis. Provision 2016	Immobilis. Nettes 2016	Immobilis. Nettes 2015
Crédit bail et LOA	236 851	126 894	109 957	105 194
Location simple	1 355 548	744 746	610 802	603 346
Immobilisations locatives milliers d'euros	1 592 399	871 640	720 759	708 540

Dont non résidents :

Immobilisations locatives (En Milliers d'Euros)	Immobilis. Nettes 2016	Immobilis. Nettes 2015
Location simple	1 808	2 743
Immobilisations locatives milliers d'euros	1 808	2 743

3.7. Immobilisations corporelles et incorporelles :

Immobilisations incorporelles et corporelles (En Milliers d'Euros)	Solde 01/01/2016	Acquisitions 2016	Cessions 2016	Solde 31/12/2016
Autres postes immobile incorporelles	1 023		103	920
Installations générales, agence, aménagement	1 294	82	16	1 360
Matériel de transport	77		24	53
Matériel de bureau et mobilier	1 552	53	124	1 481

Immobilisations corporelles	2 923	135	164	2 894
Immobilisations (L130/140)	3 946	135	267	3 814

Immobilisations incorporelles et corporelles (En Milliers d'Euros)	Solde 01/01/2016	Dotation 2016	Reprise 2016	Solde 31/12/2016
Autres postes immobile incorporelles	931	92	103	920
Installations générales, agence, aménagement	743	249	16	976
Matériel de transport	53	18	22	49
Matériel de bureau et mobilier	1 210	233	124	1 319
Immobilisations corporelles	2 006	500	162	2 344
Amortissements	2 937	592	265	3 264

Immobilisations nettes (milliers d'euros)	Immobilis. Brutes 31/ 12/2016	Amortis. Cumulés 31/ 12/2016	Immobilis. Nettes 2016	Immobilis. Nettes 2015
Autres postes immobile incorporelles	920	920	0	92
Installations générales, agence, aménagement	1 360	976	384	551
Matériel de transport	53	49	4	24
Matériel de bureau et mobilier	1 481	1 319	162	342
Immobilisations corporelles	2 894	2 344	550	917
Immobilisations nettes	3 814	3 264	550	1 009

## 3.8. Autres actifs :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Dépôts et cautionnement	117	119
Personnel et comptes rattachés	12	11
Etat et autres collectivités	4 975	4 769
Groupe et associés	0	0
Débiteurs divers	709	409
Autres actifs (I170)	5 813	5 308

## 3.9. Comptes de régularisation :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Produits à recevoir (1)	5 206	4 926
Charges payées d'avance	248	236
Comptes de régularisation (L180)	5 454	5 162

1) En 2016, les produits à recevoir comprennent des loyers (562 K€) et une participation assurance (4 612 K€)

## 3.10. Banques centrales (passif) :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Emprunts et concours bancaires		
Dettes rattachées		
Banques centrales (L300)	0	0

## 3.11. Dettes envers les établissements de crédit (passif) :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Emprunts et concours bancaires	544 370	535 320
Dettes rattachées	3 606	4 226
Dettes/Etablissement de crédit (L310)	547 976	539 546
dont 148 758 K€ à moins d'un 1 an		
dont 399 218 K€ de 1 à 5 ans		

## 3.12. Opérations avec la clientèle :

(En Milliers d'Euros)	14 377	14 797
Opérations avec la clientèle (L348)	14 377	14 797

## 3.13. Autres passifs :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Personnel et comptes rattachés	4 365	4 361
Sécurité sociale, autres orga. Sociaux	2 902	2 888
Etats et autres collectivités	7 510	6 607
Participation	3 166	2 928
Dettes immobilisations comptes rattachés	12 803	11 290
Groupe et associés	1 508	778
Autres dettes	3 658	5 221
Autres passif (L360)	35 912	34 073

## 3.14. Comptes de régularisation passif :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Charges à payer	27 520	26 926
Produits constatés d'avance (1)	40 822	38 795
Comptes de régularisation (L370)	68 342	65 721
<i>1) Les produits constatés d'avance comprennent uniquement des loyers</i>		

## 3.15. Provisions :

(En Milliers d'Euros)	Solde 01/01/2016	Dotation 2016	Reprise 2016	Solde 31/12/2016
Prudhomme	543	108	208	443
Risques partenaires	11 037	6 722	5 259	12 500
Risques clients	831	1 424	96	2 159
Retraite	0			0
Provisions (L380)	12 411	8 254	5 563	15 102

## 3.16. Capitaux propres :

(En Milliers d'Euros)	Ouverture 01/01/2016	Affectation résultat N-1	Résultat N	Clôture 31/12/2016
Capital souscrit (1)	11 520			11 520
Prime d'apport	1			1
Réserve légale	1 152			1 152
Réserve facultative	2 684			2 684
Report à nouveau	36 308	4 817		41 125
Résultat	24 077	-24 077	30 277	30 277
Dividendes		19 260		
Capitaux propres	75 742	0	30 277	86 759
<i>1) Le capital se décompose en 720 000 actions de 16 €</i>				

## 4). – Notes sur le hors bilan.

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Engagements donnés :		
Engagements de financement (loc évol)		
Engagements de garantie	240	
Engagements sur titre		
Engagements reçus :		
Engagements de financement (1)	45 000	45 000
Engagements de garantie (2)	6 259	7 697
Engagements sur titre		
<i>1) Accord de refinancement Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire</i>		
<i>2) BPI France Finance et Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire</i>		



## 5. – Notes sur le compte résultat

## 5.1. Produits et charges d'intérêts :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Intérêts et produits assimilés (L500)	2	1
Intérêts et charges assimilées (L505)	9 016	10 842
<i>Les charges et produits sont enregistrés en résultat prorata temporis</i>		

## 5.2. Produits et charges sur opérations de location :

(En Milliers d'Euros)	Loa-crédit bail 2016	Location simple 2016	Loa-crédit bail 2015	Location simple 2015
Produits :				
Loyers	65 085	374 351	64 736	355 277
Plus-values de cession				
Dotation / Reprise provisions	-520	-1 238	92	-1 729
Créances passées en perte	-1 364	-7 945	-1 300	-8 746
Autres produits	10 097	53 408	10 392	58 696
Total (L510, L520)	73 298	418 576	73 920	403 498
Charge :				
Dotations aux amortissements	49 885	281 744	47 848	270 862
Dotation / Reprise provisions de dépréciation	-50	-316	720	326
Moins-values de cession	3 237	9 368	2 129	7 511
Autres charges	10 637	59 345	10 904	63 838
Total (L515, L525)	63 709	350 141	61 601	342 537

## 5.3. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Gains (L555)	0	0
Revenus de sicav de trésorerie		

## 5.4. Produits et charges d'exploitation bancaire :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Produits		
Facturations annexes	3 236	3 180
Produits d'assurance	4 533	4 480
Autres produits (L560)	7 769	7 660

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Charges		
Commissions caution Crédit Agricole Mutuel Loire Haute Loire	38	43
Commissions caution Bpi	82	36
Commissions sur accord de refinancement	2	2
Autres charges (L565)	122	81

## 5.5. Charges générales d'exploitation :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Frais de personnel	16 604	16 249
Autres charges	13 153	12 082
Charges générales d'exploitation(L605)	29 757	28 331

Effectif moyen	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	100	4
Agent de maîtrise et techniciens confirmés	63	
Techniciens	90	
Total	253	4

En 1998, la société a constitué une provision pour départ à la retraite. Il n'existe pas de provision en fin d'année. En 2009, la société a choisi Predica pour en assurer la gestion. Une contribution de 20 K€ a été versée sur 2016, couvrant les engagements en totalité. La moyenne d'âge de l'effectif se situe à 39 ans. Aucun dirigeant n'est concerné par cette provision.

5.6. Coût du risque. — Les différentes provisions et pertes sont comprises dans les produits et charges d'exploitation bancaire.

5.7. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

Plus – values sur cessions immobiliers	10 K€
--	-------

5.8. Impôt sur les bénéfices :

(En Milliers d'Euros)	2016	2015
Impôt	16 054	17 087
Crédit impôt mécénat	-12	
Impôt sur Bénéfice (L660)	16 042	17 087

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :

Accroissements (En Milliers d'Euros)	Montant
Provisions réglementées	
Autres	
Total	0
Accroissement dettes futures d'impôt	0

Allègements (En Milliers d'Euros)	Montant
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
C3s 2016	770
Participation construction 2016	40
Participation des salariés 2016	1 519
Autres	
Total	2 329
Allègements dettes futures d'impôt	802

Ventilation Impôt sur les Bénéfices :

(En Milliers d'Euros)	Base d'imposition	Impôt sur les sociétés	Montant net
Résultat courant	61 202	21 118	40 084
Résultat exceptionnel	-13 364	-4 601	-8 763
Participations des salariés	-1 519	-463	-1 056
Crédit impôt		-12	12
Total	46 319	16 042	30 277

## 6. – Autres informations.

6.1. Portant sur les entreprises liées. — Eléments relevant de plusieurs postes au bilan :

Actif	2016	2015
Créances sur les établissements / crédit (L030)	20 401	6 316
Autres actifs (L170)		
Comptes de régularisation (L180)	5	5

<b>Passif</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Dettes envers les établissements/ crédit (L310)	547 941	539 512
Autres passif (L360)	1 506	776
Comptes de régularisation (L370)	314	275

<b>Hors-bilan</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Engagements reçus		
Engagements de financement (L705)	45 000	45 000
Engagements de garantie (L715)	1 647	2 178

6.2. Portant sur l'entreprise consolidante. — Identité de la société Consolidante :  
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Loire Haute-Loire

#### **IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société LOCAM tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Règles et principes comptables :

Le recensement des risques de crédit et leur couverture par des provisions sont définis au plan des principes et des méthodes de l'Annexe, paragraphe 2.4. « *Opérations avec la clientèle* ». Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans ces notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

— Estimations comptables :

Les provisions pour risques et charges sont définies au paragraphe 2.10 de l'annexe et intègrent :

- les litiges commerciaux et prudhommaux en cours à la clôture de l'exercice
- une provision pour risques opérationnels relative au risque « partenaire »
- une provision pour risques opérationnels relative au risque « assignations clients ».

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Saint Etienne et Lyon, le 17 Mai 2017.

*Les Commissaires aux comptes :*

CABINET ROYET  
Stéphane GUICHARD

SEGECO AUDIT  
Alain DESCOINS

#### **V. — Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande auprès de la société.

**1703238**